

Introduction

Naissance d'une revue littéraire féministe

Christine LÉVY

La création de *Seitô*¹

Il y a un siècle, une revue littéraire créée uniquement par les femmes et pour les femmes paraissait sous le nom de *Seitô* (Les Bas bleus)². Très vite, elle devint le centre des débats sur la « femme nouvelle », dont les représentations diverses, souvent fantasmées³, symbolisaient l'entrée des femmes dans la modernité au Japon. La revue semblait aussi faire écho aux préoccupations féministes qui gagnaient du terrain dans le monde entier.

Ce n'était pas la première fois que des Japonaises se mobilisaient sur les questions relatives à l'émancipation de la femme. Les pionnières avaient lutté pour l'égalité politique lors du premier mouvement politique populaire de l'ère moderne du Japon, le « Mouvement pour la liberté et les droits démocratiques⁴ », durant la décennie 1874-1884 : les noms de Kishida Toshiko (1863-1901), de Kusunose Kita (1833-1920) sont souvent cités dans les ouvrages d'histoire⁵. Mais la répression limita la portée de leur champ d'actions. Les lois promulguées dès 1890⁶ puis en 1900⁷ interdisaient aux femmes l'adhésion à une organisation politique quelconque, ainsi que l'assistance à des réunions politiques. Il fallut attendre deux décennies pour voir d'autres femmes à leur suite s'engager dans un mouvement politique et social : à l'aube du xx^e siècle, quelques militantes créèrent au sein des premiers cercles socialistes un groupe d'études sur les questions féminines. Une revue féministe et socialiste *Sekai fujin* (Femmes du Monde) vit le jour en 1907⁸. Entre 1904 et 1909, des militantes

1. Voir le dossier « Naissance d'une revue féministe au Japon : *Seitô* (1911-1916) », n° 48 de la revue *Ebisu – Études japonaises*, automne-hiver 2012.

2. Le nom de la revue est une traduction en sino-japonais de *Bluestockings*, du salon littéraire présidé par Elizabeth de Montagu (1720-1800). L'association *Seitôsha* avait été créée trois mois plus tôt, en juin 1911.

3. Voir la présentation du débat dans la deuxième partie autour d'*Une maison de poupée* d'Ibsen dans cet ouvrage.

4. En japonais ce mouvement est connu sous le nom de *Jiyû minken undô*.

5. Pour un historique du féminisme au Japon, voir Vera Mackie (2003).

6. *Shûkai oyobi seisha-hô* est la loi sur les rassemblements et organisations politiques, interdisait aux femmes, entre autres, toute forme d'activité politique. Elles étaient exclues du système électoral.

7. La loi de police sur la sécurité promulguée en 1900 du nom de *Chian keisatsu-hô*, reprit tels quels les termes de cette interdiction dans son article 5.

8. Fondée par Fukuda Hideko (1865-1927) elle sera publiée jusqu'en août 1909, date à laquelle elle fut interdite.

se mobilisèrent pour réclamer la révision de l'article 5 de la loi de 1900⁹. Leur mobilisation, certes, fut modeste en regard de l'activisme des suffragettes en Europe, mais elles tracèrent des perspectives qui allaient être reprises après la Première Guerre mondiale, lorsque la répression contre le mouvement socialiste – mortelle pour ses principaux dirigeants en 1911¹⁰ – fit place à une politique plus libérale pour une décennie.

Entre ces deux périodes, celle de l'effervescence du premier mouvement socialiste et la libéralisation politique au lendemain de la Première Guerre mondiale, la revue *Seitô* occupa une place spécifique, tournée vers la littérature et la prise de conscience personnelle plus que vers des buts politiques. C'était en partie un compromis face au contexte de répression et de censure, car la moindre tentative d'expression idéologique ou politique était réprimée – un article écrit par la socialiste Fukuda Hideko dans la livraison de février 1913 entraîna l'interdiction du numéro. Mais les attaques contre la revue se firent tout aussi, sinon plus, virulentes au sujet des questions de mœurs et de morale. En effet, elle fut frappée d'interdiction lors la publication, en avril 1912, d'une nouvelle d'Araki Iku (1890-1943), *La Lettre*, un récit autour de l'adultère d'une femme, puis pour la troisième fois lors de la publication de la nouvelle intitulée *D'une femme en prison à son homme*, de Harada Satsuki¹¹, et dans laquelle une jeune femme défendait et argumentait pied à pied son droit à l'avortement. L'initiatrice de cette association et de cette revue, Hiratsuka Raichô (1886-1971), une ancienne étudiante de l'École d'enseignement supérieur pour jeunes filles fondée en 1901, la Nihon joshi daigakkô¹², avait déjà été exclue de l'Association des anciennes étudiantes, l'Ôfûkai (fondée en 1904)¹³, pour conduite amoral à la suite d'une affaire qui avait fait scandale dans la presse¹⁴.

Malgré ce contexte répressif, la revue *Seitô* rencontra, lors de son lancement, un écho favorable auprès des intellectuels et c'est plutôt la curiosité qui prévalait dans la presse. Elle élargit très vite son audience à travers tout le pays auprès des jeunes filles ou jeunes femmes avides de changement, dépassant ainsi le cercle des jeunes femmes issues de l'élite et ayant eu le privilège d'accéder à l'enseignement supérieur de la Nihon joshi daigakkô.

Nous constatons à travers la jeunesse et le nombre de celles qui se reconnurent dans la revue *Seitô* l'impact qu'elle eut sur les débats de société, et l'actualité des

9. Ce combat fut repris par les féministes issues de l'association Seitôsha, dans l'organisation Shin fujin kyôkai (Association des femmes nouvelles), fondée par Raichô et Ichikawa Fusae (1893-1981), en 1919, distincte de la Shin shin fujin-kai (l'Association de la nouvelle vraie femme) créée par Nishikawa Fumiko (1882-1960) en 1913 (cf. les chronologies en fin de volume).

10. Vingt-quatre militants furent condamnés à mort sous l'accusation de crime de lèse-majesté, douze d'entre eux exécutés dont une femme Kanno Suga (1881-1911). Elle est la première femme de l'histoire japonaise à être exécutée pour une cause politique. Douze d'entre eux virent leur peine commuée en emprisonnement à perpétuité. Voir Christine Lévy, « Autour de l'Affaire du crime de lèse-majesté : modernité politique et répression », *Ebisu – Études japonaises*, n° 44 : « La modernisation du Japon revisitée – Que reste-t-il de l'approche moderniste ? », automne-hiver 2010, p. 87-109.

11. Ces deux nouvelles sont traduites et présentées dans ce volume.

12. Nihon joshi daigakkô est une école d'enseignement supérieure pour fille, fondée par Naruse Jinzô (1858-1919), son statut actuel d'université date de 1948.

13. Hiratsuka Raichô ne fut réintégrée dans l'annuaire des anciennes étudiantes qu'en 1992.

14. Voir notre introduction de la première partie sur le « Manifeste » de *Seitô*.

polémiques menées en son sein, comme celles sur la prostitution, sur la contraception et l'avortement. Nous voulons ici donner un aperçu de la richesse de ces débats à travers la traduction et l'analyse de certains textes de la revue *Seitô*.

L'histoire du féminisme constitue une partie essentielle de l'histoire des femmes et du genre, et les textes de *Seitô* ouvrent une porte vers la connaissance de ses débats internes. Nous proposons aux lecteurs à la fin du volume une chronologie de l'histoire des femmes afin de leur permettre de situer la période charnière que représente la publication de *Seitô*.

Dans cette introduction, après une brève présentation de la revue, nous insisterons surtout sur les prémisses historiques qui ont permis la naissance de *Seitô*. Une étude systématique de ses liens avec le mouvement féministe international et ses différents courants et théoriciennes de l'époque reste un objet d'étude que nous entreprendrons dans un autre cadre.

Les débats au sein de *Seitô*

La revue *Seitô* fut un mensuel publié régulièrement tous les premiers du mois de septembre 1911 à février 1916, à l'exception de deux numéros¹⁵. Parmi les cinq anciennes étudiantes qui venaient de fonder l'association Seitôsha¹⁶, figuraient deux anciennes élèves d'Ikuta Chôkô (1882-1936), critique littéraire et traducteur des œuvres de Nietzsche. Celui-ci avait encouragé depuis quelques années la formation de groupes littéraires féminins et avait créé un cercle dans ce but, le Keishû bungakukai. Hiratsuka Raichô en fut membre. Reconnue pour son talent, elle fut fortement encouragée à prendre l'initiative de la création d'une revue littéraire tenue par des femmes. Les intentions respectives d'Ikuta et de Hiratsuka Raichô divergeaient toutefois. Raichô avait rédigé avec son amie Yasumochi Yoshiko (1885-1947), le premier article de l'association Seitôsha dans les termes suivants : « Notre Association se donne pour but d'éveiller la conscience des femmes et à pousser chacune d'elles à déployer sa vocation personnelle et à faire naître un jour le génie féminin. » Mais Ikuta exigea que la formulation « pour but d'éveiller la conscience des femmes » soit remplacée par « pour but de développer la littérature féminine », car contrairement à l'idée courante à son sujet, si cet homme éclairé fut le mentor d'une revue créée par des femmes, il ne caressait pas le dessein d'encourager un mouvement féministe. S'il considérait qu'il fallait traiter la femme sur un pied d'égalité avec l'homme en tant qu'être humain¹⁷ et que par ailleurs il préconisait le lien d'amour comme seule base du mariage, pour lui la femme demeurait plus proche de l'enfant, du sauvage, de l'animal et de la nature que ne l'était l'homme et il était hostile à l'idée de l'entrée des femmes dans le monde du travail (Watanabe Mami, 2011 : 46).

15. Les numéros manquants sont ceux de septembre 1914 et d'août 1915.

16. Nakano Hatsu, Yasumochi Yoshi, Kiuchi Tei, Mozume Kazu, et Hiratsuka Raichô. Voir les fiches à la fin de ce volume.

17. Il refusait la hiérarchie entre les tâches domestiques dévolues à la femme et le travail social accompli par l'homme, mais il ne remettait pas en cause cette division sexuelle du travail en elle-même.

Cette ambiguïté qui a présidé à la naissance de *Seitô* explique les débats, décalages, voire les frictions qui ne manquèrent pas de naître entre les interventions de Raichô, ou d'autres membres parmi les plus radicales, et les membres plus modérées du groupe. Alors que Raichô n'avait pas eu l'intention de consacrer l'essentiel de son temps à cette revue, la publication de son article « À l'origine, la femme était le soleil », considéré aujourd'hui comme le « Manifeste » de la revue *Seitô*, eut un tel retentissement qu'il lui conféra en quelque sorte un leadership qu'elle dut assumer parfois malgré elle. La revue attira de nombreuses femmes de toutes les villes du Japon, et Raichô fut tout entière absorbée par la vie de la revue, ce qui l'engagea par la suite dans un combat féministe dont elle n'avait prévu ni l'ampleur ni les embûches. Les cinq initiatrices du groupe furent submergées quotidiennement de lettres de soutien et de sympathie dès le premier numéro en écho à ce « Manifeste¹⁸ ».

La revue *Seitô* devint le lieu de débats, mais aussi de création de liens entre les femmes qui expérimentaient de nouvelles relations de solidarité et d'aide mutuelle et parfois d'amours homosexuelles. Certaines, très jeunes comme Itô Noe (1895-1923)¹⁹, vivaient des histoires tumultueuses après avoir fugué de leur province pour trouver refuge dans l'association : les polémiques qui éclatèrent sur divers thèmes au sein du groupe comme à l'extérieur n'ont pas pour origine les seules spéculations théoriques mais sont aussi le reflet de cette vie nouvelle.

La question de savoir s'il faut qualifier *Seitô* plutôt de revue littéraire ou féministe fut l'objet de nombreuses discussions : elle a, sans conteste, rallié des femmes qui ont joué un rôle essentiel dans le mouvement féministe, sur le plan social, politique ou littéraire au Japon. La revue *Seitô* a ouvert une porte vers l'émancipation symbolique des femmes, assignant au domaine littéraire un rôle libérateur. Même si elle n'a pas abouti à la création d'un mouvement politique – ce n'était pas son but –, ses protagonistes organisèrent par la suite soit des sections féminines au sein des organisations syndicales, soit des mouvements politiques pour exiger la suppression de l'article 5 de la loi de 1900.

Parmi les milliers de pages de publication de cette revue (1911 à 1916), ce sont les temps de polémiques, et quelques-unes des œuvres littéraires de sensibilité féministe, que nous souhaitons porter à la connaissance du public français, afin de rendre compte tant de la richesse des débats de cette période dite de la démocratie de Taishô (1912-1926)²⁰, que de leur étonnante actualité. Ainsi les textes proposés à la lecture ont été choisis pour illustrer les moments essentiels de ces débats qui seront présentés dans chacune des parties suivantes :

-
18. Malheureusement ces lettres ont été perdues. Les commentaires publiés dans la rubrique « Réponse au courrier des lectrices » dans les différents numéros de la revue permettent de s'en faire une idée.
 19. Kobayashi Katsu (1894-1974) et Otake Beniyoshi ou Kôkichi (épouse Tomitomo Kazue, 1893-1966) ont moins de 20 ans, Nishizaki (épouse Ikuta) Hanayo (1888-1970) et de nombreuses autres membres sont dans leur vingtaine.
 20. Précisons pour le lecteur non spécialiste du Japon que c'est à partir de la restauration de Meiji (1868-1912) seulement que les ères correspondent exactement aux règnes des empereurs, les noms des ères Meiji (le Gouvernement éclairé, 1868-1912), Taishô (la Grande Rectitude, 1912-1926), Shôwa (la Paix glorieuse, 1926-1989), Heisei (la Paix achevée, 1989...) sont les noms qui sont attribués à titre posthume aux empereurs successifs qui, de leur vivant, ne sont nommés que par leur prénom (dans l'ordre successif Mutsuhito, Yoshihito, Hirohito, Akihito).

1. Le texte qualifié de « Manifeste » de *Seitô*, « À l'origine, la femme était le soleil » écrit par Raichô pour le numéro inaugural.
2. Le débat autour de la représentation d'*Une maison de poupée* d'Ibsen et le débat sur le mariage d'amour (janvier 1912).
3. Les débats sur la « femme nouvelle » (janvier et février 1913).
4. Un ensemble de textes sur la question de l'indépendance économique de la femme et la question du célibat.
5. Certains textes littéraires liés aux débats sur la sexualité et l'amour.
6. Débats autour de « droits reproductifs » comme la contraception, l'avortement, la chasteté, dans leur rapport à la famille et à l'État.
7. La polémique autour de la question de la prostitution et du mouvement abolitionniste.

Comme on peut le constater, la nature des questions soulevées fait écho aux débats et revendications du mouvement féministe de la « seconde vague », et demeure d'une actualité saisissante : les questions soulevées sur la liberté sexuelle et la prostitution en sont un exemple²¹.

Cette constatation nous amène à préciser que ce mouvement ne se limita pas au cadre strict de la première vague au sens où on l'entend habituellement. En effet, opposer au mouvement de la première vague dont les revendications étaient axées essentiellement sur l'éducation supérieure et le droit de vote (Boles et Hoeveler, 1996, rééd. 2004), celui de la seconde vague des années 1960-1970 beaucoup plus préoccupé par l'affirmation de la liberté sexuelle de la femme contre le contrôle de la reproduction dont elle était l'objet, ne permet pas de rendre compte précisément du sens du mouvement représenté par la revue *Seitô*. La distinction entre les deux, dans le cas du Japon (et ailleurs aussi, en particulier dans les années 1920²²), est moins tranchée, comme le montre la référence que fait un groupe né dans les années 1970, *Onna erosu* (L'éros féminin 1973-1983), au « Manifeste » de *Seitô* dont il revendique l'héritage. Un journal féministe, *Feminisuto Japan*, publié par Atsumi Ikuko en 1977-1978, prend pour sous-titre *Shin Seitô* (un nouveau *Seitô*) dans un désir non seulement de s'insérer mais aussi de construire pour le Japon une tradition féministe, au sens que lui donne l'historienne américaine Joan Scott (2010). Le terme « *feminisuto* » permettait peut-être aussi de se démarquer des connotations négatives que les médias avaient réussi à coller aux militantes du « *ûman ribu* », une transcription en *katakana*²³ de l'anglais *Woman Lib*. Le premier numéro commence par un poème en hommage au « Manifeste » de Raichô, et la reproduction d'une édition de *Seitô* en fac-similé.

Nous pouvons considérer que le mouvement pour l'égalité des droits au sein du « Mouvement pour la liberté et les droits démocratiques » des années

21. Il faut pourtant préciser que le débat dans *Seitô* ne porte que sur la question de l'abolition de la prostitution publique, celle contrôlée et encadrée par l'État de Meiji.

22. L'affranchissement sexuel de la femme est un des thèmes des romans de Colette par exemple. La littérature peut devenir un outil privilégié pour forger de nouvelles valeurs pour la femme, fondées sur son indépendance (Heinich, 2003).

23. Syllabaire de l'écriture japonaise. Il existe deux syllabaires, les *hiragana* et les *katakana* et ces derniers de nos jours servent à transcrire les mots d'origine occidentale.

1874-1884, puis de 1887 à 1889, représente la naissance de cette première vague. Rappelons qu'en France, Hubertine Auclert (1848-1914) lança, en 1881, *La Citoyenne* pour réclamer le droit de vote des femmes. Elle défend aussi en 1880 l'idée que, faute de représentation légale, les femmes ne devraient pas être imposables. La même idée fut défendue au Japon par une veuve, Kusunose Kita que nous avons citée, en 1880²⁴. En France comme au Japon le droit de vote ne fut accordé aux femmes qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Et au début du xx^e siècle, l'idée que la femme « moderne²⁵ » doit être avant tout une mère bien instruite pour assumer l'éducation des enfants, jouer son rôle d'épouse, est un argument commun en France et au Japon, opposé aux féministes radicales qui revendiquent leur pleine participation politique²⁶.

Les débats menés au sein et autour de *Seitô* reflètent les transformations de la condition féminine de l'époque Meiji : en effet critiquer la conception de la « bonne épouse, mère avisée » signifiait pour chacune avoir accès à un outillage théorique pour argumenter le refus de ce destin dans un langage rationnel tout en valorisant l'expression de ses propres désirs. Il leur a été en revanche beaucoup plus difficile d'exprimer des revendications politiques dans le contexte de l'époque. C'est seulement au lendemain de la Première Guerre mondiale, grâce à la naissance de mouvements de masse et de nouvelles perspectives politiques provoquées par les bouleversements sur le plan international, qu'il devint possible de présenter des revendications féministes sur le plan politique.

En 1911 donc, elles s'emparent de la littérature comme d'un outil privilégié d'expression et d'élaboration des aspirations de l'individu²⁷. Liées au mouvement littéraire de leur époque, elles n'affirment pas moins leurs propres préoccupations : ces expressions nous permettent de saisir un des aspects majeurs du bouleversement que la société japonaise a connu au cours de l'ère Meiji. Pas plus qu'en Occident, les fondements d'une domination masculine ne furent remis en cause. Cependant ses modalités furent profondément transformées avec la modernisation et l'occidentalisation. Même si les réactions traditionalistes ou culturalistes, ainsi que la volonté politique de maintenir l'ordre familial, n'ont pas manqué de contrer des revendications ou manifestations jugées trop féministes, des changements importants avaient permis l'amélioration de la condition féminine. La socialisation des filles et des jeunes femmes à travers la scolarisation, l'affirmation du nouveau rôle de la femme dans la famille comme épouse légitime et éducatrice des futures générations, ont conduit les femmes à jouer un rôle paradoxal, celui du maintien de la tradition en plein processus de modernisation. Elles furent invitées à représenter à la fois le conservatisme et la modernisation. Le féminisme a été aussi une réponse à ces contradictions que

24. Elle obtint pour le département de Kôchi la participation des femmes chefs de famille à l'Assemblée départementale en 1880, mais le gouvernement central intervint en 1884 pour supprimer cette possibilité.

25. J.-L. de Lanessan, *L'éducation de la femme moderne*, Paris, F. Alcan, 1908.

26. Voir l'article « Formons de citoyennes » dans *L'Action féministe*, organe des GFU (groupes féministes universitaires qui regroupaient des institutrices), n° 2, novembre 1909, p. 26.

27. Sur les modalités de cette appropriation de la littérature par les femmes de *Seitô*, voir l'article d'Odaira Maiko (Lévy, 2012 : 119-145).

pouvaient vivre les femmes concrètement dans leur vie quotidienne. Sur l'échiquier politique, il fit son apparition successivement au sein des divers courants idéologiques ou politiques comme les démocratisme, libéralisme, socialisme, anarchisme, individualisme.

Dans ce domaine comme dans d'autres, l'analyse des modalités de « la traduction culturelle » au sens où le propose Judith Butler²⁸, c'est-à-dire une universalisation qui ne soit pas comprise comme l'imposition de normes culturelles, tant sur le plan philosophique qu'historique nous apporte un éclairage nouveau sur l'histoire du Japon. Est-ce que les féministes japonaises ont cherché à imaginer de nouvelles formes de liberté par une « traduction culturelle » des valeurs occidentales comme l'autonomie, l'individualisme afin de leur donner un contenu concret ? Quelles nouvelles normes culturelles ont-elles contribué à créer, en particulier à travers les discussions sur la valeur et la subjectivité de la femme ? Comment ont-elles augmenté le stock de ressources culturelles dont disposent les individus, et ont-elles proposé des modalités originales d'appropriation pour échapper à celle de l'assimilation par pièces détachées c'est-à-dire faite de juxtaposition ou de superposition sans cohérence interne, ni unité intérieure, celles que critiquait le grand penseur progressiste comme Maruyama Masao (1914-1996)²⁹ ? Le travail d'universalisation, qui passe par une retraduction permanente, ne permet plus de définir une culture indépendamment des autres, comme le soulignait si bien Katô Shûichi (1919-2008). Cependant chacune garde une originalité et une modalité liées à son histoire, à sa culture. Les premières actrices de cette traduction culturelle furent celles qui avaient aspiré de toutes leurs forces à poursuivre leurs études, que ce soit Kishida Toshiko, Fukuda Hideko, Hiratsuka Raichô, mais à l'époque de *Seitô* elles étaient plus nombreuses à être passées par une formation supérieure et surtout à avoir acquis des connaissances en langues étrangères.

Aujourd'hui bien des problématiques du féminisme au Japon sont communes au mouvement à l'échelle internationale, comme celles de la lutte contre la violence domestique, pour l'égalité des salaires et des carrières, contre la précarité qui touche la majorité des femmes au travail, ou encore les controverses autour de la question de la prostitution, de la pornographie. Autour de la question des droits reproductifs s'ajoutent des nouvelles réflexions sur la procréation médicalement assistée, les nouvelles parentalités, mais aussi une critique de l'eugénisme passé qui a présidé à certains mouvements féministes ou malthusiens³⁰. Mais on trouvera des spécificités et des différences dans la formulation des revendications, comme dans certaines conceptions. Car, il existe bien un féminisme japonais, comme le suggère la réédition augmentée des douze volumes sur le féminisme au Japon *Nihon no feminizumu* (Amano *et alii*, 2009-2011) qui insiste dans sa présentation sur le fait que le féminisme au Japon n'a été ni un emprunt ni un pur produit d'importation, mais une contribution originale à travers la propre

28. Voir notamment l'article de Perrine Simon-Nahum (2008).

29. Par exemple dans *Nihon no shisô*, Tôkyô, Iwanamishoten, 1961.

30. Voir sur ces questions Fujime Yuki (1997).

expérience des Japonaises à l'élaboration théorique générale du féminisme ou des féminismes³¹.

C'est à travers une partie de leur histoire et de leur culture que nous nous proposons de présenter les combats que les Japonaises ont menés et continuent de faire vivre pour faire reconnaître leur aspiration et leur place, leur rôle dans la société.

Seitô : quel héritage féministe ?

La discontinuité est souvent soulignée entre les pionnières du féminisme du début de l'ère Meiji et les membres de *Seitô*. Pourtant ne seraient-elles pas redevables aux premières féministes plus qu'elles n'en ont conscience au moment où elles publient leurs textes, comme le suggère Vera Mackie (2003) ?

Héritage ou rupture ?

Malgré l'affirmation de Raichô selon laquelle elle ignorait tout du mouvement féministe de son époque (Hiratsuka, 1992, vol. 2 : 93), elle a dès la rédaction du « Manifeste » une idée de ce mouvement. Le passage suivant nous le suggère :

« Libération ! Il y a déjà longtemps que sont parvenues jusqu'à nos oreilles les voix qui réclament la libération de la femme. Mais que cela peut-il bien être ? Est-ce que le sens des mots liberté et libération n'a pas été excessivement galvaudé ? L'expression à elle seule englobe de nombreux problèmes qui concernent les femmes. Se libérer des contraintes et des entraves de la société, recevoir une éducation supérieure, accéder à n'importe quel métier, obtenir le droit à la participation politique, échapper à la vie étriquée de la famille, s'affranchir des protecteurs que sont parents et mari, mener une vie indépendante, cela suffit-il à garantir notre libération ? Certes, ces conditions et circonstances seront ainsi propices à notre authentique émancipation. Mais elles n'en restent pour autant que des moyens et des ressources. Ce n'est pas notre but, ce n'est pas notre idéal » (Horiba, 1991 : 23).

Elle a donc conscience de ce qu'elle doit à ces acquis, qu'elle juge trop minces encore, et elle n'hésite pas, plus loin, à attaquer les intellectuels japonais encore trop nombreux à ne pas reconnaître la nécessité d'ouvrir les portes des universités aux jeunes femmes. Mais à peine deux ans plus tard, lorsqu'elle introduit le dossier spécial consacré aux femmes nouvelles, elle prend explicitement ses distances avec l'idée de provoquer un mouvement politique. Ainsi elle ajoute après la fin du texte (voir troisième partie) :

« Qu'est-ce que les mouvements pour l'égalité des droits entre hommes et femmes, les mouvements pour la participation politique ont apporté aux femmes ? Dans quelle mesure ont-ils contribué à leurs intérêts ? Les mouve-

31. Voir par exemple : http://www.kinokuniya.co.jp/nb/bw/special_products/feminism/index.htm.

ments qui ne s'appuient pas sur l'éveil de la vie intérieure, sur le développement de la nouvelle vie, les mouvements sans contenu, sans racine sont destinés à finir en écume d'eau » (Hiratsuka, 1983, vol. 1 : 181).

Attribue-t-elle la faiblesse du mouvement des femmes à des facteurs internes, plus qu'à la répression ? Pense-t-elle aux difficultés à élargir la base d'un tel mouvement dans les conditions du Japon d'alors ?

Sans aller jusqu'à rejeter la nécessité d'un mouvement politique, celui-ci lui semble prématuré :

« Le plus urgent pour nous, membres de *Seitô*, est de devenir un individu entièrement achevé, libre sur le plan spirituel et devenir une vraie nouvelle personne, une vraie femme nouvelle. Si face à la société il nous arrivait de provoquer un mouvement, cela doit venir après ce travail » (*ibidem*)³².

La libération qu'elle conçoit est celle de l'individu, et son but est d'arriver à la reconnaissance de la femme en tant qu'individu, en tant qu'être humain. Pour cela elle s'attaque avant tout à l'idéologie et à la mentalité qu'elle qualifie de féodales, en particulier, celle du confucianisme. Son attitude s'explique par le contexte politique et social : les lois de 1890 et de 1900 ainsi que le Code civil adopté en 1898 constituent un ensemble qui maintient l'idéologie confucéenne de l'infériorité de la femme, qui se résumait dans l'expression « *danson jôhi* » (respect pour l'homme, mépris pour la femme).

Exclues du domaine politique, les femmes s'organisèrent dans d'autres structures, et notamment dans les organisations de tempérance comme la *Kyôfûkai* (Société de tempérance)³³, fondée par Yajima Kajiko (1834-1925)³⁴ en 1886 à Tôkyô³⁵, élargie, en 1893, en une organisation à l'échelle nationale sous le nom de *Nihon kirisutokyô fujin kyôfûkai* (Société de tempérance des femmes chrétiennes du Japon). Elles s'investirent dans une perspective de réforme sociale, prônant l'abstinence en matière d'alcool, l'abolition de la prostitution et la promotion de la monogamie. Quelques années plus tard, une grande partie des membres de la *Kyôfûkai* rejoignirent l'Association des femmes patriotiques (*Aikoku fujin-kai*), créée en 1901 à la suite de la participation du Japon à la répression internationale du soulèvement des Boxers en Chine³⁶.

32. Ce qu'elle réalisa effectivement au lendemain de la Première Guerre mondiale, avec la création de l'Association des femmes nouvelles (*Shin fujin kyôkai*), voir les repères chronologiques en fin de volume.

33. Sur cette organisation on pourra lire la critique d'Itô Noe, « À propos des associations d'œuvres sociales des Japonaises : arrogance et étroitesse d'esprit », dans la septième partie de ce volume.

34. Yajima Kajiko avait quitté son mari, alcoolique et violent, Hayashi Shirirô (disciple de Yokoi Shônan [1809-1869], célèbre partisan de l'ouverture), qu'elle avait épousé à l'âge de 25 ans. Elle était la seconde femme, car à 25 ans elle était considérée comme trop vieille pour prétendre se marier en première noce. Alors que sa vie était en danger, et qu'elle ne se décida qu'au bout de dix ans à le quitter, elle fut mal considérée y compris par ses parents et proches. Le célèbre journaliste Tokutomi Sohô (1863-1957), son neveu, le lui reprocha toute sa vie.

35. Au départ c'est une section de la *WWCTU* (World Woman's Christian Temperance Union) fondée par Willrad, Frances Elizabeth (1839-1898) aux États-Unis.

36. Cette association qui étendait ses sections au-delà des frontières nationales fut très active dans le soutien à la guerre russo-japonaise. Des sections furent créées non seulement dans toutes les colonies japonaises, Corée, Taiwan, Sakhaline, Mandchourie, mais aussi dans les quartiers japonais à San

Les liens générationnels des féministes

À l'aube du xx^e siècle, dans le contexte de montée du nationalisme depuis la guerre sino-japonaise de 1894-1895, les rares femmes à s'être opposées à la guerre sont celles qui ont adhéré à la Heimisha (Société du peuple plébéien), organisation socialiste et pacifiste fondée en octobre 1903 pour protester contre la guerre russo-japonaise qui s'annonçait. Elles organisèrent un groupe de femmes au sein de la Heimisha, en mai 1905. Après la dissolution de la Heimisha, elles se mobilisèrent pour réclamer la suppression de l'article 5 de la loi de 1900³⁷, l'abolition de la prostitution et l'élimination dans les faits du système de concubines³⁸. Malgré la convergence que représentaient ces deux dernières revendications avec les objectifs de la Kyôfûkai, aucune alliance ni aucune action commune ne fut envisagée, car leurs idéologies se trouvaient aux antipodes³⁹. À partir de 1907, les militantes socialistes comme Sakai Tameko (1872-1959), Kôtoku Chiyoeko (1875-1960), Kamikawa Matsuko (1885-1936), Nishikawa Fumiko (1882-1960) collaborèrent à la revue *Sekai fujin*⁴⁰ dirigée par Fukuda Hideko. Celle-ci rendait compte du mouvement en faveur du suffrage des femmes à travers le monde, et présentait des féministes connues en Europe et aux États-Unis. Elle voulait aussi toucher un large public et, pour ce faire, elle incluait à côté de textes théoriques ou historiques des rubriques sur la cuisine et la couture. Hideko, qui avait refusé à l'âge de 16 ans un mariage proposé par ses parents, avait acquis la conviction inébranlable que la femme pouvait obtenir sa liberté et son indépendance économique grâce à l'étude. Cette conviction, elle l'avait acquise en écoutant Kishida Toshiko qui avait prononcé son premier discours à Ôsaka dans le quartier de Dôtonbori, le 1^{er} avril 1882. Le journal *Hôchi shinbun* avait rapporté l'événement que constituait le premier discours politique prononcé par une femme dans l'histoire du Japon, qui plus est, longue-

Francisco, Hawaï et Vancouver. Cette association eut une longévité de quarante années, et atteignit un nombre considérable d'adhérentes à son apogée (sept millions). Après juillet 1937, dans le cadre du mouvement pour la mobilisation spirituelle générale du peuple (Kokumin seishin sôdôin undô), l'Association adhéra au « Comité central pour le soutien à l'Armée » (Gunji fujo chûôi inkai) et se mobilisa pour renforcer le dévouement patriotique des femmes, toutes invitées à répondre à l'injonction nataliste : « Enfante, augmente la population ! » (*Umeyo, fuyaseyo!*).

37. Les socialistes Imai Utako (?-?), Kawamura Haruko (?-?) et Nishikawa Fumiko présentèrent une pétition à la Chambre des représentants en 1905 (Ichikawa, 1977 : 141-144). En février la Chambre des représentants adopta un amendement pour autoriser la participation des femmes aux réunions politiques, mais, la Chambre des pairs le rejeta. En mars 1907, Sakai Tameko et d'autres militantes présentèrent une nouvelle pétition, mais l'amendement fut repoussé à nouveau par la Chambre des pairs. Iwano Kiyoko (futur membre de *Seitô*) poursuivit la campagne jusqu'en 1910. C'est en mars 1922 seulement que l'amendement fut adopté par les deux Chambres, à la suite d'une mobilisation lancée par l'Association des femmes nouvelles.
38. Dans le Code civil de 1898, le principe de la primogéniture mâle est adopté pour l'héritage et le fils aîné d'une concubine a la priorité sur la fille aînée de l'épouse légitime.
39. Voir la présentation du débat sur la prostitution dans la septième partie. Hiratsuka Raichô publia une critique argumentée des principes qui animaient cette association, texte dans lequel elle condamne la prostitution du point de vue des droits de la personne humaine et non pour des raisons morales (Hiratsuka, vol. 2 : 280-294).
40. Les militants socialistes comme Sakai Toshihiko (1870-1933) et Abe Isô (1865-1949) y publièrent également des articles.

ment applaudi⁴¹. Dans *Dôhō shimai ni tsugu* (Appel à mes sœurs), en 1883, elle écrivait :

« Parmi les mœurs condamnables, la pire est l'habitude de respecter l'homme et de mépriser la femme... Au début la femme avait des droits égaux aux hommes, mais les hommes recoururent à la violence et par leurs méthodes barbares ont opprimé de façon constante les femmes. Toutes les théories qui tentent de le justifier sont fallacieuses » (Kanô, 1990 : 10).

Hideko, après l'avoir écouté à Okayama, organisa des réunions avec d'autres femmes. Persuadée que l'éducation était cruciale pour sortir la femme de son esclavage domestique, Hideko travailla comme enseignante tout en militant pour l'amélioration de la condition féminine. Active dans le Mouvement pour la liberté et les droits démocratiques, elle connut la prison de 1886 à 1889, puis rencontra le mouvement socialiste après sa sortie. La répression eut raison du groupe et du mensuel *Sekai fujin* qu'elle animait de 1907 à 1909. Les abonnées, dont un certain nombre d'étudiantes de Nihon joshi daigakkô, durent annuler leur abonnement sous la menace d'exclusion. Parallèlement, le mouvement socialiste était soumis à une répression de plus en plus dure à partir de 1907, marquée par deux affaires retentissantes, celle des Drapeaux rouges⁴² et celle bien plus dramatique du crime de lèse-majesté en 1910⁴³.

Malgré la discontinuité imposée par cet « hiver » de la décennie 1910, un lien tenu entre *Sekai fujin* et *Seitô* est perceptible à travers la critique de l'institution familiale, du système du *ie* (la maison). Les critiques des mariages arrangés, la revendication de l'amour libre avaient fait leur apparition dans *Sekai fujin*. Cependant, aucune des militantes de *Sekai fujin*, dans leur vie personnelle, ne se confronta directement au système du *ie* comme le fit Raichô. Si *Seitô* est née dans un contexte de répression idéologique et politique, la modernisation de la société impliquait des évolutions de la condition féminine. Une minorité de jeunes filles accédèrent à l'éducation supérieure au tournant du siècle, et bien qu'un soin particulier fut appliqué pour que celle-ci maintint la femme dans le moule de la tradition, elle pouvait éveiller des vocations, susciter des aspirations nouvelles.

41. Le plus fameux discours de Kishida est le *Hakoiri musume* (La jeune fille enfermée dans une boîte, expression qui dans la région de Kyôto et Ôsaka désigne les jeunes filles « bien élevées » en vue d'un bon mariage), prononcé à Otsu le 12 octobre 1883. Elle fut immédiatement arrêtée, jetée en prison et mise à l'amende pour ce discours interprété comme une parabole contre le gouvernement de Meiji. Elle prônait l'accès à l'enseignement primaire et secondaire pour les filles. Le contenu de son discours fut reproduit dans un texte écrit, selon le récit de certains auditeurs, pour servir de preuve à son procès (Suzuki, 1985 : 213-219).

42. Les militants furent arrêtés pour avoir arboré des drapeaux rouges portant des inscriptions « Vive l'anarchisme », ou « Vive le communisme anarchiste », à la sortie d'une réunion organisée pour fêter la libération de prisonniers politiques. Prenant prétexte des échauffourées, la police les accusa, et la sévérité du verdict surprit tous les militants. Les conséquences de cette affaire furent graves pour le mouvement socialiste : toute la presse disparut sous le coup des amendes à répétition, chaque militant fut suivi en permanence par des policiers.

43. Dite *Taigyaku jiken* (voir *supra*).

Les enjeux de l'éducation genrée

La modernisation et l'occidentalisation de l'État comme de la société entraînaient des ruptures profondes, mais l'idée de la supériorité de l'homme sur la femme restait intacte. Cette idéologie s'était cristallisée puis ancrée dans les couches les plus larges de la population durant la période Edo, de 1603 à 1868⁴⁴. Le statut de la femme fut inférieur par certains aspects à ce qu'elle fut aux périodes de l'Antiquité, et même aux premiers siècles du Moyen Âge japonais. Edo fut la pire période pour la femme d'après les historiens, du fait de l'influence du confucianisme adopté comme idéologie officielle. D'après l'historienne Wakita Haruko :

« Avec le temps, le Japon a vu le principe de supériorité de l'homme sur la femme s'imposer progressivement jusqu'au bas de l'échelle sociale. Au cours de l'époque Edo, corrélativement au processus de réduction des fonctions de la "maison", ce principe de la supériorité masculine associé à l'idéologie de la souillure deviendra le fondement conceptuel de la culture jusque dans les bourgades les plus reculées⁴⁵. »

L'idéal du comportement féminin à l'époque Tokugawa est décrit dans un ouvrage inspiré de Kaibara Ekiken (1630-1714)⁴⁶, l'*Onna daigaku, La Grande étude des femmes*⁴⁷. Son influence au-delà de la classe des militaires fut peut-être négligeable, mais l'idée que la femme devait se soumettre à son mari y était légitimée par sa supposée passivité. Au Japon comme en Occident, l'éducation de la femme était limitée, sa participation à la vie publique refusée au nom de sa fonction de reproduction⁴⁸. Les femmes de la classe des samourais étaient celles dont les comportements se rapprochaient le plus de ceux décrits par les textes normatifs de cette période. Pour les femmes des autres classes sociales, la latitude pouvait être plus grande. Dans la paysannerie et chez les commerçants ou artisans, elles travaillaient dans les champs ou dans l'entreprise familiale. Mais à la campagne où elles travaillaient très dur, l'épouse pouvait devenir la quasi-esclave de la famille, en particulier de la belle-mère. D'une manière générale, les lois et les coutumes de l'époque Tokugawa encourageaient toutes les classes à considérer la femme comme une propriété. Le principe de la primogéniture mâle, ainsi que le système des concubines pour son maintien en cas d'absence d'enfant mâle de l'épouse légitime, étaient imités par les autres classes dès que certains de ses membres acquéraient une richesse suffisante pour rivaliser voire

44. Cette période fut dirigée par quatorze générations de shōgun Tokugawa.

45. Wakita Haruko (traduction Anne Bouchy), « L'histoire des femmes au Japon. La "maison", l'épouse et la maternité dans la société médiévale », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, année 1999, vol. 54, n° 1, p. 29-53, p. 46, <http://www.persee.fr>.

46. Une édition de 1909 le mentionne comme auteur (<http://kindai.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/754896/3>), mais le titre fut choisi au XIX^e siècle par les deux éditeurs d'Ōsaka, Kashiwara Kiyomon (Seimon) et Ogawa Hikokyūro (Dodane, 2001 : 173-177). Cet ouvrage connut un tel succès qu'il y eut de nombreuses éditions pirates.

47. Traduit par Claire Dodane (2008 : 157-166).

48. D'après Dore, *Education in Tokugawa Japan*, Berkeley, California, 1965, le taux d'alphabétisation des hommes atteignait 50 % tandis que celui des filles stagnait à 10 %.

surpasser celle de la classe dominante des guerriers. Le système du *ie* (la maison), système en vigueur dans la classe des guerriers, s'étendit dans les autres classes durant la période Edo puis Meiji. Dans ce système, le rôle de la femme était de donner un héritier mâle à la famille. Le Code civil adopté en 1898 confirmera la primogéniture masculine et l'inégalité de statut entre les époux. La femme est mineure dans le mariage et elle ne peut demander le divorce qu'en cas d'adultère puni par la loi en ce qui concerne son mari (et s'il y a plainte), comme le viol, une relation avec une mineure de moins de 13 ans ou avec une femme mariée. La présence des concubines est reconnue comme nécessaire en cas d'absence de progéniture mâle. En revanche, la généralisation de la scolarisation, enjeu essentiel de la construction d'un État-nation moderne, permit une progression de la scolarisation des filles, ouvrant une fenêtre aux aspirations nouvelles pour un certain nombre d'entre elles.

Principes et pratiques de la scolarisation des filles à l'ère Meiji

Très tôt, des dirigeants du nouveau gouvernement, comme Mori Arinori (1847-1889) et Iwakura Tomomi (1825-1883), considérèrent que la femme avait un rôle important à jouer en tant que compagne de l'homme et éducatrice des enfants pour la formation du Japon moderne. La scolarité fut élargie aux garçons comme aux filles, mais, à la campagne, des réticences de la part des familles freinaient sa diffusion. La fréquentation des écoles par les filles restait basse, de 36,5 % en 1892, alors qu'elle atteignait 71,7 % pour les garçons. Les vingt-cinq premières années de Meiji ne connurent pas d'élévation significative de la proportion des filles scolarisées. L'école était payante et nombre de parents considéraient que l'éducation des filles devait se faire à la maison. L'idée d'envoyer les filles dans les écoles mixtes déplaisait également. Certaines écoles pour filles virent leurs portes se fermer. Les jeunes filles les plus ambitieuses n'eurent d'autre choix que de se rendre à la capitale. Les établissements secondaires étaient majoritairement constitués des écoles fondées par des missionnaires, les *misshon sukûru*. La première d'entre elles, la Ferris Jogakkô, fut fondée à Yokohama par Mary Kidder (1834-1910) en 1875. On en dénombrait une trentaine à la fin du XIX^e siècle alors que la première école secondaire publique avait été créée en 1872, et qu'en 1885 il n'y en avait pas plus de huit, nationales et départementales incluses, lorsque le lycée pour les jeunes filles de familles nobles, le Kazoku Jogakkô, fut fondé. Par la suite, l'État japonais décida de faire face à l'influence des écoles des missionnaires, jugée délétère par rapport aux préceptes confucéens de piété filiale qui seront énoncés comme la vertu cardinale dans le rescrit impérial sur l'Éducation promulgué en 1890⁴⁹. Le décret sur les lycées pour filles (*Kôtô jogakkô rei*) de 1899 permit d'intégrer les diverses écoles des missionnaires au système public de l'État. Ainsi, en quatre ans à peine, le

49. Par exemple, le lycée que Raichô fréquenta, Ochanomizu kôtô gakkô, était beaucoup plus à cheval sur le principe de « la bonne épouse, mère avisée » que ne pouvait l'être la Meiji jogakkô, privée. Raichô regrettait de ne pas avoir pu fréquenter celle-ci (Kobayashi, 2002 : 30).

nombre des lycées pour jeunes filles passa de sept à quarante. Leur nombre continua à augmenter, car chaque préfecture devait au moins en ouvrir un.

Les années 1880 avaient représenté l'âge d'or de l'occidentalisation, symbolisée par la construction du Rokumeikan, bâtiment où étaient organisés des bals à l'occidentale et diverses manifestations de charité. Elle exigeait des femmes une certaine participation et c'est dans ce but que la revue *Jogaku zasshi* (Revue féminine pour les études) publiait ses divers articles invitant les femmes à une réflexion plus large que celles auxquelles elles avaient eu accès jusqu'alors, à la fois théorique (la condition féminine) et pratique (cuisine, hygiène, éducation). En 1887, on compte deux titres supplémentaires de revues pour femmes et, en 1888, neuf titres. En septembre 1888, paraît une revue au titre de *Nihon shinfujin* (La femme nouvelle au Japon) dont le sous-titre *I am the Mother of Civilization* indique clairement la volonté d'occidentalisation. La femme nouvelle (*shinfujin*) est définie comme celle qui assimile les nouvelles connaissances de l'ère Meiji, pour accéder aux sciences modernes et qui, compagne et amie de l'homme, fera advenir la civilisation authentique. Mais le rescrit impérial sur l'Éducation (1890) qui prônait le retour aux valeurs confucéennes, en particulier dans l'éducation et dans la famille, marqua un arrêt brutal de cette phase d'occidentalisation pour les femmes⁵⁰; en matière d'éducation des filles, l'inculcation du principe de la « bonne épouse et mère avisée » *ryōsai kenbo*⁵¹ adopté officiellement transforma le sens de *shinfujin* pour lui donner désormais le sens d'une femme moderne capable d'apporter l'élévation morale au foyer et jouissant d'une autonomie lui permettant de prendre des responsabilités au sein du foyer pour l'éducation des enfants⁵². L'expression *atarashii onna* fut inventée pour désigner les femmes qui se révoltaient contre leur sort et ce destin.

Former des « bonnes épouses et mères avisées »

Le principe de la « bonne épouse et mère avisée » devint l'idéologie officielle et le ministre de l'Éducation, Kabayama Sukenori (1837-1922), artisan de ce décret de 1899, déclara que le rôle de l'enseignement secondaire pour les filles était de former des bonnes épouses et mères avisées pour le progrès de la société. Le vice-ministre fut chargé de la tournée des conférences dans les provinces pour faire appliquer ce principe d'éducation (Inoue, 1975 : 134 *sq.*). Le taux de scolarisation des filles augmenta régulièrement passant de 50 % en 1897 à 96 % en 1907. Mais la diffusion de l'éducation s'accompagna d'une affirmation des rôles sexués au sein de la famille et de la société. L'article premier de la réglementation de l'école primaire de 1900 (*Shōgakkōrei shikō kisoku*) stipulait qu'une éducation appropriée à chaque sexe devait être dispensée pour tenir compte

50. Hiratsuka Raichō évoque ce changement brutal dans sa maison : le portrait d'une femme occidentale à demi nue qui ornait le salon fut remplacé par la calligraphie des premières phrases du rescrit impérial sur l'Éducation quand elle avait 4 ou 5 ans (Hiratsuka, 1992, vol. 1 : 100).

51. Mori Arinori aurait été le premier ministre de l'Éducation à l'utiliser officiellement (Haga, 1990 : 8).

52. Un ouvrage écrit par Sakai Chūshichi, *Shinfujin*, en 1906 développe les différents aspects de son rôle au sein du foyer, tout en soulignant qu'elle doit avoir aussi accès à un métier.

de leurs rôles futurs respectifs. Ce qui impliquait une morale plus stricte pour les filles, le choix de textes de lecture où il était question des tâches ménagères pour celles-ci, la non-mixité des classes, l'introduction de matières utiles aux filles comme la couture. Ce dernier point souffrit d'ailleurs de la pénurie de professeurs de couture⁵³. L'insistance sur la nécessité d'inculquer une formation de « bonne épouse et mère avisée » fut plus impérieuse encore dans l'éducation supérieure afin d'empêcher l'insolence de gagner l'esprit des femmes : « Il y a des femmes qui aspirent à embrasser une carrière et à trouver un emploi après leurs études, mais cela doit rester une exception, car leur vocation demeure avant tout de devenir l'épouse d'un homme, de gérer le foyer et d'éduquer les enfants » (*ibid.* : 156) déclarait le ministre de l'Éducation en 1906⁵⁴. Le principe de l'éducation morale et « genrée » pour les filles fut consolidé encore par le décret de 1908 qui renforçait les arts ménagers au détriment des études académiques dans l'enseignement supérieur. À cette époque, aucune université n'admettait de femmes, ni en tant qu'étudiantes ni en tant qu'auditrices libres. Yamakawa Kikue (1890-1980) raconte dans ses souvenirs l'amertume d'avoir essayé un refus lorsqu'elle demanda à assister aux cours de psychologie de l'université impériale de Tôkyô (Yamakawa, 1956 : 136-137). Raichô évoque cette fermeture dans son « Manifeste » : « Je suis attristée de voir qu'au Japon où il n'existe qu'une seule université destinée aux femmes, les universités masculines ne montrent aucune générosité pour ouvrir leurs portes aux femmes. » La première à les avoir ouvertes est l'université impériale de Tôhoku, en septembre 1913 (3 étudiantes sont admises), suivie par l'université impériale de Kyûshû (1925), puis de Hokkaidô (1930). L'université impériale de Tôkyô n'accepta des auditrices libres pour la première fois qu'en 1920. Mais ni celle de Tôkyô ni celle de Kyôto n'admirent des étudiantes régulièrement inscrites avant 1945. Avant 1900, il n'existe aucune école supérieure non plus pour jeunes filles, sinon l'École normale supérieure de Tôkyô, ancêtre de l'actuelle université Ochanomizu, fondée en 1890 pour former les institutrices du primaire et les enseignantes du secondaire. En 1900, trois établissements d'enseignement supérieur virent le jour : Joshi eigaku juku (École supérieure d'enseignement d'anglais), fondé par Tsuda Umeko (1864-1929), celui de Yoshioka Yayoi (1871-1959), Tôkyô jo.i gakkô (École de médecine pour filles de Tôkyô), et enfin celui fondé par Yokoi Tamako (1855-1903) et Satô Shizu (1851-1919) Joshi bijutsu daigakkô (École supérieure des arts pour filles), en 1901. La même année Naruse Jinzô (1858-1919) fonda la Nihon joshi daigakkô, très souvent désignée comme la première université pour jeunes filles. Mais en réalité, aucune de ces écoles d'enseignement supérieur n'obtint le statut d'université, car le gouvernement continuait à se montrer réticent à l'égard de l'enseignement universitaire pour les filles. En 1904, Nihon joshi daigakkô⁵⁵

53. L'introduction de la couture est parallèle à la progression de la scolarisation des filles puisque la proportion d'écoles offrant ce cours passe de 18 % en 1897 à 40 % en 1907.

54. La crainte que les étudiantes refusent la perspective du mariage est répétée dans des articles de presse (ex., le 17 mai 1911, *Tôkyô Asahi shinbun*, *Shôjo sekai* [Le Monde des jeunes filles], janvier 1913 p. 116).

55. Son statut actuel d'université date de 1948.

ainsi que l'École supérieure fondée par Tsuda Umeko obtinrent le statut de *senmon gakkô* (école spécialisée) selon le décret promulgué en mars 1903. L'École supérieure de médecine pour filles l'obtint seulement en 1912. Quelques autres établissements ayant ce statut furent créés à la fin Meiji, comme la Dôshisha joshi senmon gakkô (l'École spécialisée de Dôshisha).

***Seitô* : une révolte contre l'éducation genrée**

L'accès à l'enseignement supérieur fut déterminant pour la création de *Seitô* : sur les cinq membres fondatrices de la revue *Seitô*, quatre étaient d'anciennes étudiantes de Nihon joshi daigakkô et, par la suite, au moins une trentaine d'anciennes étudiantes de cet établissement participèrent à la revue (Horiba, 1988 : 10). Les étudiantes, à cette époque, étaient l'objet de nombreux sarcasmes ou critiques : même la grande poétesse Yosano Akiko (1878-1942)⁵⁶ leur reprochait l'usage des pronoms masculins *boku* et *kimi*, ce qui, certes de nos jours encore, reste exceptionnel (*ibid.* : 22). Leur tenue vestimentaire, leur manque de modestie sont pointés comme des signes de décadence, leur éventuelle ambition, considérée comme une menace à une vie familiale bien ordonnée. La revue *Chûô kôron* (Revue centrale) publia, en juin 1910, un article dans lequel l'auteur insistait sur la nécessité que la femme restât la reine du foyer. Sur le plan professionnel le débouché de ces écoles supérieures ne dépasse pas le niveau d'institutrices ou d'enseignantes du secondaire, et les nouvelles professions féminines qui s'ouvrent durant cette période, comme sténographes, secrétaires, réceptionnistes, etc., ne représentent que des métiers alimentaires : ils ne peuvent « pousser chacune [d'elles] à déployer sa vocation personnelle ». Les fonctions de cadres ou autres métiers très qualifiés leur sont totalement fermées. On comprend pourquoi dans ces conditions leurs aspirations se concentrèrent sur l'idée d'une carrière littéraire, la seule qui leur était ouverte. Celles qui avaient commencé à publier furent nombreuses à soutenir et à participer à l'aventure de *Seitô* (Horiba, 1988 : 52-53). Par exemple sur les dix auteurs dont la revue *Chûô kôron* publia des nouvelles, en décembre 1910, neuf participeront d'une manière ou d'une autre à *Seitô*⁵⁷.

Il a été souvent souligné que la revue *Seitô* était née sous les auspices littéraires, mais son initiatrice, Hiratsuka Raichô, était mue davantage par une quête philosophique qui tenaillait la jeunesse intellectuelle de l'époque. Ses interrogations nées de sa révolte juvénile la poussèrent à la découverte des divers courants de pensée, et elle chercha à se situer à travers leur confrontation. Plus que toute autre, elle refusa l'idée de l'infériorité de la femme au sein de la société et rejeta fermement l'idéologie de la « *ryôsai kenbo* » diffusée dans les établissements scolaires.

56. Voir l'ouvrage de Claire Dodane (2001).

57. Eitai Michiyo (1885-1968), connue pour avoir servi de modèle pour la jeune Yoshiko du roman *Futon* de Tayama Katai (1871-1930), est la seule à ne pas avoir participé parce qu'elle ne reçut pas l'invitation de *Seitô*, ayant déménagé à Toyama.